

NOUVEAUX PRODUITS

BCZ: tracker actions américaines

La Banque cantonale de Zurich (BCZ) a émis hier à la SIX Structured Products le certificat tracker NHUSA (ISIN CH0226842794) sur un panier d'actions de grandes capitalisations américaines (Nachhaltigkeitsbasket Amerika Basket), échéance 6 mars 2018. Émis en dollars, le produit comprend un basket composé des actions Starbucks, Caterpillar, Home Depot, Union Pacific, Whole Foods Market et Johnson Controls.

PERFORMANCES

M&G INVESTMENTS: hausse de 64% des encours d'actifs

La société de gestion M&G Investments a annoncé, dans le cadre de la publication de ses résultats annuels, une hausse de 64% des encours des actifs de particuliers sous gestion en Europe à 28,5 milliards d'euros fin 2013. Ces actifs représentent 35% du total des encours des particuliers. Tandis qu'en Suisse, la progression a été de 1,5 milliard d'euros à 2,8 milliards. Les entrées nettes au niveau du groupe se sont élevées à 11,2 milliards d'euros. L'an dernier, M&G Investments a généré un chiffre d'affaires de record de 8,9 milliards d'euros pour l'ensemble de ses fonds grand public, en hausse de 46%, sur les marchés européens et asiatiques.

SPDR DIA ET FEZ: -2,63% depuis début d'année

L'échange-traded fund SPDR Dow Jones Industrial Average ETF (DIA.US) perdait plus de 1,30% à 161,07 dollars, hier peu avant la clôture des marchés américains, ramenant le total de la perte à 2,63% depuis le début de l'année. De son côté, le SPDR Euro Stoxx 50 ETF (FEZ) perdait près de 3% à 40,61 dollars. L'ETF est en baisse de 3,53% depuis le début de l'année.

VANGUARD: dividend ETF moins affecté

Le fonds indicatif Vanguard Dividend Appreciation ETF (VIG:US) perdait un peu plus de 1% à 74,43 dollars, hier en début de soirée, soit moins que les ETFs sur les indices de références S&P 500 et Dow Jones Industrial Average. Le VIG perd 1,06% depuis le début de l'année contre plus de 2 à plus de 3% pour les grands indices américains et européens. Le VIG réplique la performance des actions de qualité affichant une progression significative et régulière du dividende.

MORNINGSTAR: confirmation du rating

L'agence de notation de fonds Morningstar a annoncé mercredi que, au cours de la semaine dernière, son équipe d'analystes fonds avait confirmé la note de trois fonds. À savoir le fonds de la catégorie Actions Europe Grandes Capitalisations Mixte, Jupiter JGF European Opportunities (L) en euros (Note Silver), celui de la catégorie Actions Grande Chine, Comgest Growth Greater China (Bronze) et celui de la catégorie Actions Zone Euro Grandes Capitalisations, soit l'Allianz Valeurs Durables R (Neutre).

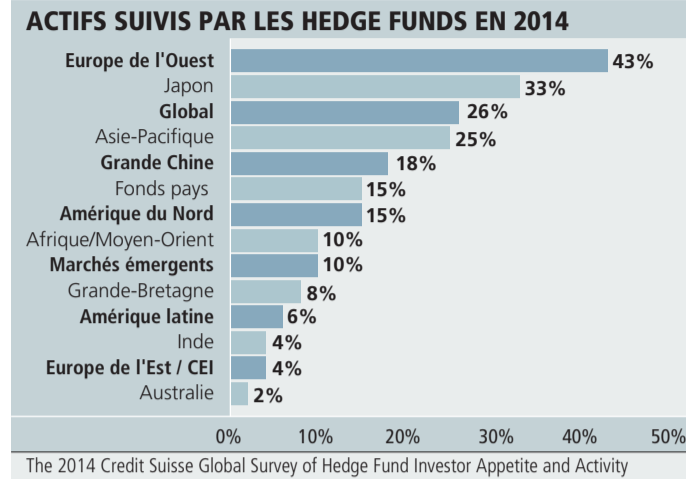
L'Europe et le Japon prisés

HEDGE FUNDS. Le risque réglementaire devient moins menaçant pour les gérants. Le danger grégaire persiste.

PIOTR KACZOR

Alors que les changements réglementaires étaient perçus comme le deuxième risque le plus important (pour 43% des sondés) susceptible d'entraver le développement de l'industrie des hedge funds en 2013, ce risque ne se retrouve qu'au cinquième rang du rapport 2014 sur les hedge funds que vient de publier Credit Suisse. Alors que le risque numéro un reste celui d'un comportement grégaire (positions similaires) des investisseurs, soit pour 48% des sondés. Devant la sensibilité diminuée au risque induite par un contexte de faible volatilité (45%) et le danger de voir les hedge funds courir après les marchés d'actions (42%).

Après une performance moyenne légèrement inférieure à 10% l'an dernier (en dollars) les hedge funds devraient voir le volume de leurs actifs progresser de 12% cette année. Et atteindre ainsi un nouveau point culminant de 2800 milliards de dollars. Si se confirment les attentes des investisseurs sondés dans le cadre de ce rapport (The 2014 Credit Suisse Global Survey of Hedge Fund Investor Appetite and Activity) sur la base d'une enquête auprès de 500 gérants répartis de manière représentative par segments et zones géographiques. Les investisseurs interrogés tablent en outre sur un rendement moyen des placements de 7,1% cette année dans cette catégorie visant une performance positive aussi décorrélée que possible de celle des marchés traditionnels. Mais les rendements attendus devraient aussi se révéler plus dispersés, dans un



environnement général plus propice au pur stock picking. Les deux stratégies qui ont réalisé les meilleures performances l'an dernier, soit Actions à la hausse et à la baisse (Equity Long/Short: +17,7%) et la gestion événementielle de la vie des entreprises (Event Driven: +15,5%) sont aussi celles qui recueillent les plus grands nombres de suffrages (respectivement 41% et 19%) à la question des meilleures performances escomptées pour cette année. Surprise relative: l'approche Global Macro, centrée sur l'exploitation opportuniste des tendances macroéconomiques atteint le troisième rang (12% des suffrages) malgré des performances modestes ces deux dernières années (+4,3% en 2013).

Car si les investisseurs sont plus confiants dans les actifs risqués et moins préoccupés par les incertitudes macroéconomiques, cette stratégie demeure une composante importante des portefeuilles ainsi que le souligne la grande banque. Reste que l'ap-

proche Macro - cette stratégie phare des années 80 et 90 qui avait fait la célébrité de Georges Soros et de Julian Roberson - fait l'objet d'une demande en net recul sur trois ans.

Mais les changements les plus marquants concernent les sous-jacents dans le collimateur des gérants de hedge funds: les actifs et les actions d'Europe de l'Ouest et du Japon sont les plus prisés. Au détriment des émergents. Alors que les rendements les plus bas en 2014 sont attendus sur les obligations d'entreprises US (2,3%), émergentes (2,2%) et les matières premières (1,9%).

Interrogés sur la question sensible des frais de gestion pratiqués par les gérants de hedge funds, les sondés sont trois fois plus nombreux (39%) à privilégier une réduction des frais de gestion plutôt qu'un allègement des commissions liées à la performance (12%). Mais une part de 38% opte pour l'intégration de niveaux minimum de rendement à partir desquels certaines commissions peuvent être prélevées (hurdle

rates). S'agissant des restrictions de retraits de fonds (gates), tous les segments d'investisseurs dans les hedge funds (et particulièrement les investisseurs retail) préfèrent que ces restrictions soient définies au niveau des fonds (fund-level gates) plutôt qu'au niveau des investisseurs (Investor-level gates) eux-mêmes (ndlr: par exemple: retraits limités à x% du fonds plutôt qu'à x% de la part de chaque investisseur). Ce qui paraît surprenant et aller à l'encontre d'une tendance supposée vers les Investor-level gates car ceux-ci ne lient pas la liquidité du placement à celle des autres investisseurs.

Lors de la crise financière de 2008, ce système des fund-level gates avait en effet induit des retraits de fonds massifs: les investisseurs craignant que les autres investisseurs retirent leur argent avant eux. Selon l'enquête de CS, les gérants asiatiques et européens (respectivement 52% et 49%) sont nettement plus favorables aux fund-level gates. Alors que les gérants américains sont partagés entre les deux options. Explication possible: les investisseurs asiatiques et européens sont plus sensibles à l'absence formelle de restriction de retraits au niveau des avoirs de leurs clients. Ils ont peut-être aussi été moins touchés par le souvenir de la crise de 2008.

Interrogés sur les raisons qui ont donné lieu à des retraits ou remboursements (redemptions) de fonds en 2013, 90% des répondants invoquent surtout la contre-performance du gérant (40%) et le changement de priorité stratégique top down (33%) ou d'autres changements. ■

La publication des détails de l'IPO

GENERAL ELECTRIC.

Il s'agit d'une étape majeure pour la division banque de détail de l'établissement.

La division banque de détail de General Electric a publié hier son prospectus d'introduction en Bourse. Il s'agit d'une étape majeure en vue du retrait du conglomérat industriel américain du crédit aux particuliers. GE avait annoncé en novembre son intention de scinder cette division en la transformant en société cotée, valorisée par les banquiers de 16 à 18 milliards de dollars (jusqu'à 15,7 milliards de francs) et le conglomérat pense avoir réalisé cette introduction en bourse (IPO) dans le courant de l'année. GE veut ainsi se recentrer sur ses filiales industrielles pour mieux concurrencer des rivaux tels qu'Honeywell International et United Technologies, dont les filiales financières sont bien moins importantes. Le conglomérat avait également dit en novembre qu'il mettrait en Bourse jusqu'à 20% de sa division carte de crédit, qui sera baptisée Synchrony Financial, dans l'optique d'en être sorti définitivement en 2015. Synchrony comptait 62 millions de comptes actifs, avait financé 94 milliards de dollars de ventes et dégagé un bénéfice net de deux milliards de dollars en 2013. GE a précisé que cette scission sera la «dernière décision majeure» visant à ramener la part de GE Capital au bénéfice total du groupe à 30%. GE Capital abrite les opérations financières du conglomérat industriel et contribuait à près de 50% de ses profits jusqu'à la crise financière de 2008. — (ats)



Indices BBGI-EthicalQuote ACTIONS SUISSES Février 2014



Nouvelle hausse des indices éthiques

Le sentiment des investisseurs fut largement positif à l'égard des marchés actions internationaux en février, et notamment au sujet des actions suisses, qui ont progressé de manière quasi-continue le mois dernier. À l'exception toutefois du 20 février, le segment ayant été pénalisé par la publication des «Minutes» de la Réserve Fédérale américaine, confirmant une nouvelle réduction des achats de titres par l'institution. Rien de majeur finalement, puisque les actions ont repris le chemin de la hausse dès le lendemain. Les nouvelles macroéconomiques pour notre pays restaient de leur côté très rassurantes: la croissance fut annoncée à +2% en 2013, et les indicateurs avancés continuaient leur ascension (KOF en hausse à 1,98 puis 2,03 en février, et PMI à 56,1 contre 55 révisé en décembre). Les indices traditionnels des actions suisses s'affichent ainsi en nette hausse sur le mois (+3,47% SMI, +4,21% SPI), tandis que les stratégies BBGI-EthicalQuote composées de 20, 40 et 60 titres enregistraient respectivement +4,11%, +4,62% et +3,94%. Depuis 1999, les indices éthiques du marché suisse progressent ainsi en moyenne chaque année de +5,85%, +7,78% et +7,60% sur cette période, contre seulement +0,81% et +3,48% pour les indices SMI et SPI.

ALAIN FREYMOND*
ANTOINE MACH**

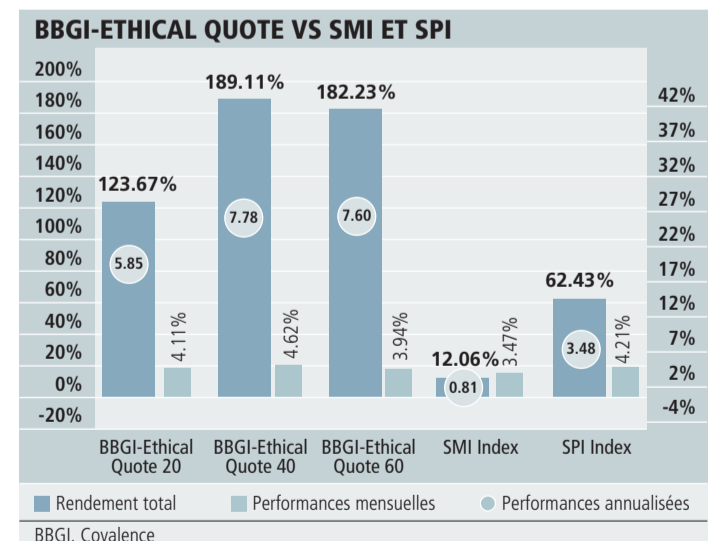
Roche a vu son score Environnement, Social, Gouvernance (ESG) progresser en février, après avoir annoncé sa participation au financement du programme de recherche ARTERIA sur les maladies cardiovasculaires à l'Institut de Cardiologie de Montréal; Roche a également obtenu la certification «Top Employers Europe 2014». Swisscom présente aussi un résultat positif en février, après avoir trouvé un accord avec les syndicats transair et syndicom sur les augmentations de salaire prévues jusqu'en 2015. La société ABB s'est quant à elle

distinguée en annonçant l'inauguration de sa cinquième usine au Brésil et la création de quelques 1000 emplois directs et indirects dans l'Etat de Sao Paulo. Barry Callebaut a acquis le groupe Biolands, son fournisseur de longue date de cacao certifié durable basé en Tanzanie, un rachat qui s'inscrit dans la stratégie visant à positionner la firme suisse comme leader mondial du cacao durable et responsable.

Le pensum éthique des banques suisses n'en finit pas. A noter que ce phénomène n'est pas spécifique à notre pays, et que la plupart des grandes banques européennes et américaines naviguent semaine après semaine sur un flot de cri-

tiques inspirées tant par des procédures légales que par des considérations morales. Le score ESG des ténors financiers helvétiques a encore baissé le mois passé. UBS a été entendue par le Sénat américain sur son rôle passé en matière d'évasion fiscale, alors qu'une augmentation des bonus suscitait nombre de commentaires critiques.

Credit Suisse paiera \$196 millions pour mettre un terme à la procédure engagée par la SEC pour avoir fourni des services à des citoyens américains durant les années 2000 sans disposer des autorisations nécessaires. Les assureurs suisses, tel Swiss Life, ont également maille à partir avec



les autorités américaines qui se demandent si des polices d'assurance vie n'ont pas servi d'instrument d'évasion fiscale. Enfin, la réputation de Syngenta sur les critères ESG a également souffert en février, lorsqu'une large coalition d'organisations non gouvernementales a déposé un recours devant l'Office européen des brevets contre un brevet sur le poivron accordé à la société baloise. Globalement, les entreprises suis-

ses n'ont enregistré que 25% d'informations positives en février (75% de négatives). Les pays les plus critiques à leur égard ont été furent la Chine, l'Allemagne, la Norvège, les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la France, et la Suisse, alors que l'Espagne, le Canada et la Thaïlande se montraient mieux disposés.

*BBGI
**Covalence